

Accord collectif
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
(Puy-de-Dôme)
(21 septembre 2009)

(Etendu par arrêté du 25 février 2010,
Journal officiel du 5 mars 2010)

AVENANT N° 3 DU 25 SEPTEMBRE 2014

NOR : AGRS1597183M

Entre :

La FDSEA du Puy-de-Dôme ;

L'UD des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux ;

La FD des CUMA,

D'une part, et

Le SGA CFDT ;

La FNAF CGT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé un article 9 *bis* intitulé « Portabilité » et rédigé comme suit :

« Pour tout salarié, en dehors du dispositif légal de la portabilité des garanties frais de santé, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui le lie à l'entreprise adhérente.

En application de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (1^{er} juin 2014). A l'expiration de cette période de maintien, les dispositions de l'alinéa ci-dessous pourront être applicables.

Le salarié entrant dans le champ de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 peut bénéficier du maintien de ses garanties frais de santé issues de l'accord départemental, dans les conditions prévues par cet article. »

Article 2

Suspension du contrat de travail

Les dispositions de l'article 9 sont abrogées et remplacées par :

« Les différents cas de suspension du contrat de travail pourront donner lieu au maintien des garanties dans les conditions prévues à l'article 2.4 de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national sur la protection complémentaire en agriculture. »

Article 3

Dispenses d'affiliation

Les différents cas de dispenses d'affiliation prévus à l'accord sont confirmés, en ce qu'ils respectent les dispositions de l'article 2 de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national sur la protection complémentaire en agriculture.

A l'article 3 de l'accord, au paragraphe *e* les termes « ayant une durée de travail inférieure à un mi-temps » sont remplacés par « à temps partiel ».

Article 4

Cotisations

A l'article 8.1 « Taux de cotisations et répartition » à l'alinéa 3, les termes « 0,734 % » sont remplacés par « 0,799 % ».

L'alinéa 4 est remplacé par :

« Le montant de la cotisation mensuelle pour l'année 2015 est fixé à 25,32 €, répartie comme suit :
– 35 % à la charge de l'employeur, soit 8,86 € ;
– 65 % à la charge du salarié, soit 16,46 €. »

Article 5

A l'alinéa 2.1 « Extension à un niveau supérieur de remboursement des dépenses de santé », après le quatrième alinéa, il est rajouté l'alinéa suivant :

« Le montant de la cotisation mensuelle est fixé à 18,44 % à compter du 1^{er} janvier 2015. »

Article 6

A l'annexe II-2 « Extension "adultes, enfant" », à l'alinéa 4, les termes « lors de la conclusion de l'accord et sont applicables pour les années 2010 et 2011 » sont remplacés par « pour 2015 ».

Le tableau figurant après l'alinéa 5 de l'annexe II-2 est remplacé par le tableau suivant :

(En euros.)

	RÉGIME CONVENTIONNEL (Niveau 1 des garanties)	RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE FACULTATIF (Niveau 2 des garanties)
Adultes	25,32	18,44
Enfant		
1 ^{er} enfant	15,37	9,68
2 ^e enfant ou plus	30,74	19,36

Article 7

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, entre en vigueur le 1^{er} juin 2014 pour l'article 1^{er} et le 1^{er} janvier 2015 pour les autres articles.

Fait à Clermont-Ferrand, le 25 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)